



Conseil économique et social

Distr. limitée
12 mars 2013
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante-sixième session

Vienne, 11-15 mars 2013

Projet de rapport

Rapporteur: Mark Rutgers van der Loeff (Pays-Bas)

Organisation de la session et questions administratives

A. Consultations informelles d'avant-session

1. À la reprise de sa cinquante-cinquième session, tenue à Vienne les 6 et 7 décembre 2012, la Commission a adopté sa décision 55/1, intitulée "Organisation des travaux des sessions futures de la Commission des stupéfiants", dans laquelle elle a décidé, entre autres, que les projets de résolutions devant être examinés à la partie de la cinquante-sixième session prévue pour le premier semestre de 2013 devraient être déposés trois semaines avant le début de cette partie de session. Par ailleurs, la Commission a décidé de réaffirmer la pratique établie selon laquelle, pour ses sessions futures, la partie de session tenue au premier semestre serait précédée de consultations informelles d'avant-session, avec services d'interprétation, qui se tiendraient le jour ouvrable précédant le premier jour de cette partie de session.

2. Lors des consultations informelles d'avant-session, présidées par le Premier Vice-Président, Khaled Abdelrahman Shamaa (Égypte), et tenues le 8 mars 2013, la Commission a procédé à un examen préliminaire des projets de propositions qui avaient été présentés avant la date limite du 18 février 2013, réglé les questions d'organisation de sa cinquante-sixième session et discuté de l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-septième session.

B. Ouverture et durée de la session

3. La Commission a tenu sa cinquante-sixième session à Vienne du 11 au 15 mars 2013. Il y a eu au total [...] séances plénières et [...] séances du Comité plénier; deux séances ont été consacrées à des tables rondes. Le Président de la



Commission a ouvert la session. À la 1^{re} séance, le 11 mars 2013, des déclarations liminaires ont été faites par le Directeur exécutif de l'ONUDD, par les représentants du Soudan (au nom du Groupe des 77 de la Chine), de l'Égypte (au nom du Groupe des États d'Afrique), de la Chine (au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique) et du Guatemala (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes), ainsi que par le Ministre d'État aux soins de santé primaires de l'Irlande (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne et de l'Albanie, de l'Andorre, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de l'Islande, du Monténégro, de la République de Moldova, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Serbie, de la Turquie et de l'Ukraine, ainsi que du Liechtenstein et de la Norvège).

4. Des déclarations ont également été faites par Evo Morales Ayma, Président de l'État plurinational de Bolivie; le Ministre de l'intérieur et Secrétaire général du Service du contrôle des drogues de la République islamique d'Iran; le Ministre de l'intérieur du Ghana; le Ministre du trésor public et Ministre adjoint de la santé de la Nouvelle-Zélande; le Ministre chargé de la lutte contre les stupéfiants de l'Afghanistan; la Directrice exécutive de la Commission nationale pour le développement et pour un mode de vie exempt de drogues du Pérou, qui s'exprimait également au nom de l'Union des nations de l'Amérique du Sud; et le Directeur du Service fédéral du contrôle des drogues de la Fédération de Russie.

5. À la 2^e séance, le 11 mars 2013, des déclarations liminaires ont aussi été faites par le Président du Service étatique de contrôle des drogues du Kirghizistan; le Directeur général du Service de contrôle des stupéfiants de l'Arabie saoudite; le Vice-Secrétaire de la Présidence de l'Uruguay; le Président par intérim de la Commission nationale pour le contrôle et la surveillance des drogues de la République démocratique populaire lao; le Vice-Ministre de la justice pénale de la Colombie; le Vice-Ministre des affaires étrangères du Guatemala; le Vice-Ministre de l'intérieur et Chef de la police du Myanmar; le Vice-Ministre du Ministère du contrôle des stupéfiants du Pakistan; le Sous-Secrétaire du Bureau des affaires internationales de stupéfiants et de répression des États-Unis; la Présidente de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie de la France; le Représentant officiel chargé du Plan national antidrogue du Ministère de la santé, des services sociaux et de l'égalité de l'Espagne; le Secrétaire exécutif du Conseil national de lutte contre les stupéfiants et substances psychotropes de l'Équateur; le Coordonnateur national de la lutte contre la drogue au Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni; la Vice-Secrétaire du Ministère des finances de l'Inde; le Président du Service de détection et de répression des infractions liées à la drogue du Nigéria; le Directeur du Département général de lutte contre les drogues et les substances psychotropes du Ministère de l'intérieur de la Lybie; le Directeur général adjoint du Ministère fédéral de la santé de l'Autriche; et le Commissaire général de police du Conseil national des stupéfiants de l'Indonésie.

C. Participation

6. Ont participé à la session les représentants de [...] États membres de la Commission ([...] n'étaient pas représentés). Y ont également assisté les observateurs de [...] autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que d'États non membres, des représentants d'organismes des Nations Unies et des

observateurs d'organisations intergouvernementales, non gouvernementales et autres. La liste des participants est publiée, en anglais seulement, sous la cote E/CN.7/2013/INF/2.

D. Élection du Bureau

7. Le Bureau de la cinquante-sixième session de la Commission était composé comme suit:

<i>Fonction</i>	<i>Région</i>	<i>Membre</i>
Président	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Antonio García Revilla (Pérou)
Premier Vice-Président	États d'Afrique	Khaled Abdelrahman Shamaa (Égypte)
Deuxième Vice-Présidente	États d'Asie et du Pacifique	Bajrakitiyabha Mahidol (Thaïlande)
Troisième Vice-Présidente	États d'Europe orientale	Simona Marin (Roumanie)
Rapporteur	États d'Europe occidentale et autres États	Mark Rutgers van der Loeff (Pays-Bas)

8. Un groupe composé des présidents des cinq groupes régionaux (les représentants de la Chine, de l'Égypte, de la France, du Guatemala et de l'Ukraine), du représentant du Soudan (au nom du Groupe des 77 et de la Chine) et de l'observateur de l'Irlande (au nom de l'Union européenne) a été créé pour aider le Président de la Commission à régler les questions d'organisation. Pendant la cinquante-sixième session de la Commission, le bureau élargi s'est réuni les [...] et [...] mars 2013 pour examiner des questions liées à l'organisation des travaux.

E. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

9. À sa 1^{re} séance, le 11 mars 2013, la Commission a adopté par consensus, après les avoir modifiés oralement, l'ordre du jour provisoire et l'organisation des travaux (E/CN.7/2013/1) que le Conseil économique et social avait approuvés dans sa décision 2012/241.